



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués
2 avenue Grüner
Allée C
42000 ST ETIENNE

St Etienne, le 22/07/2025

ud-lhl.dreal-auvergne-rhone-alpes@developpement-
durable.gouv.fr

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT-ETIENNE METROPOLE - FURANIA

2 Avenue Grüner - Allée F
42000 Saint-Étienne

Références : UiD4243-DSSP-025-286
Code AIOT : 0010500264

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement SAINT-ETIENNE METROPOLE - FURANIA implanté Lieu-dit Le Porchon 42480 La Fouillouse. L'inspection a été annoncée le 22/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 31 mars 2025, l'exploitant SEM a signalé au service de l'inspection un **dépassement du nombre**

d'heures permises d'indisponibilité du dispositif de traitement des fumées d'incinération, **compteur-VLE-60h**. Le dépassement portait sur le paramètre CO de la ligne d'incinération n°2 (valeur atteinte : 60 heures au 20 mars et 84 heures au 24 mars 2025).

Dans cette configuration, et comme cela est indiqué dans la mise en demeure n°106-DDPP-24 du 24 avril 2024, **l'inspection a ordonné l'arrêt de la file d'incinération en fonctionnement**. La file d'incinération n°2 a donc été arrêtée le 2 avril 2025; elle ne pourra être autorisée à redémarrer qu'à compter du 1er janvier 2026. La file d'incinération n°1, étant en maintenance, il n'a pas été possible de continuer à incinérer les boues produites par la station d'épuration.

Du 2 avril 2025 au 23 avril 2025, soit environ trois semaines, **la totalité des boues produites par la station d'épuration a été évacuée en filière de compostage**. Le tonnage hebdomadaire à évacuer était de l'ordre de 263 T de matières brutes, soit sur 5 jours ouvrés une évacuation moyenne d'environ 50 T/jour. Pendant ces trois semaines, **des travaux de maintenance et d'amélioration** ont été réalisés sur l'échangeur (fumée/air) de la file d'incinération n°1 en vue de son redémarrage.

Le redémarrage de la file d'incinération n°1, le 23 avril 2025, a été conditionné à la production et à la transmission au service de l'inspection, **d'un rapport hebdomadaire**, indiquant les valeurs des deux compteurs réglementaires, le compteur-60-heures de l'indisponibilité des dispositifs de traitement (**compteur-VLE-60h**) et le compteur-60-heures de l'indisponibilité des dispositifs de mesures (indisponibilité des analyseurs en continu).

La file d'incinération n°1 a été de nouveau arrêtée du 26 au 29 mai 2025 (fuite d'eau sur l'échangeur (air/eau) de la ligne 1 : 12 tubes percés ou bouchés) et du 8 juin au 12 juin 2025 (contrôles tubes et déflecteur de l'échangeur (fumées/air) de la ligne 1).

Les difficultés rencontrées sur les eaux chaudes sortant de l'échangeur (air/eau) peuvent conduire l'exploitant à arrêter le four n° 1 plusieurs fois par jour sur des courtes durées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT-ETIENNE METROPOLE - FURANIA
- Lieu-dit Le Porchon 42480 La Fouillouse
- Code AIOT : 0010500264
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

FURANIA est la station d'épuration (STEP) des eaux résiduaires urbaines de l'agglomération stéphanoise. Elle est exploitée par Saint-Etienne Métropole (SEM) avec en délégation de service public, FMI Process pour l'unité d'incinération et SUEZ, depuis le 1er octobre 2022, pour l'unité de méthanisation et de production et valorisation de biogaz.

La filière de traitement des boues se compose d'une unité de méthanisation avec production et valorisation de biométhane et d'une unité de valorisation thermique (Four à lit de sable fluidisé FMI). Elle assure le traitement non seulement des boues et graisses générées par l'épuration des eaux usées in situ mais également de celles issues de STEP extérieures. Le statut de déchet de ces

boues externes a impliqué de basculer en 2022, l'unité de méthanisation, initialement cadrée au titre de la loi sur l'eau, en réglementation ICPE.

La filière de traitement des boues est autorisée par :

- l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 avril 2007,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juin 2022,
- l'arrêté ministériel du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux,
- l'arrêté du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3520 et à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3510, 3531 ou 3532 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'Arrêté du 17/12/19 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	1 mois
5	Indisponibilité des dispositifs de mesure en continu - Compteur 60 heures	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, article 3.4 b	/	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
2	Plan de gestion des	Arrêté Ministériel	Avec suites, Mise en demeure,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	conditions d'exploitation autres que normales	du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1	respect de prescription	
4	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
6	Redémarrage du méthaniseur	Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, article 2.11	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la précédente visite d'inspection du 13 mars 2024, Saint-Etienne Métropole **avait été mise en demeure de respecter** les prescriptions fixées dans l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) et celles fixées dans l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux.

Il était attendu:

- la mise en œuvre de la **surveillance en continu du mercure** avec calibration QAL 2,
- l'élaboration et transmission du **plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales**,
- qu'en cas de nouveaux dépassements sur la file d'incinération en fonctionnement, de VLE journalières ou de dépassement des compteurs des 60 heures d'indisponibilités (basés sur les VLE 1/2heures) des dispositifs de traitement ou de mesures : **d'avertir** immédiatement les services de l'inspection; **de proposer l'arrêt** de la file d'incinération en cours de fonctionnement et **le changement de file** d'incinération; **d'engager les mesures correctives** pour éviter que ces dépassements ne se reproduisent.

Lors de la présente visite d'inspection du 2 juillet 2025, il a été constaté que:

- Les **dispositifs de mesure en continu du mercure** ont été installés sur chacune des deux files d'incinération fin février 2024 et ont fait l'objet d'une calibration QAL 2. **Les paramètres QAL 2** pour les analyseurs multigaz et les analyseurs mercure ont été renseignés convenablement dans le DAHS *Data Acquisition & Handling System* (logiciel d'acquisition et de traitement des données provenant des analyseurs permettant d'établir les rapports de suivi des émissions),

- **Le plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales** a été transmis,
- **Les dépassements du compteur des 60 heures** d'indisponibilité du dispositif de traitement (compteur-VLE-60h) observés pour le paramètre CO à partir du mois de mars 2025 ont conduit l'exploitant à **avertir le service de l'inspection** et engager des mesures correctives.

=> L'inspection conclut que les non-conformités ayant conduit à l'APMD n°106-DDPP-24 du 24 avril 2024 sont levées.

Lors de la présente visite d'inspection du 2 juillet 2025,

L'exploitant a indiqué:

- connaître des problèmes techniques sur les échangeurs (fumée/air) et (air/eau) qui le conduisent, pour pouvoir respecter les valeurs limites d'émission dans les rejets atmosphériques à devoir fonctionner à des tonnages d'admission de boues se situant entre 1,5 à 1,8 tonnes de boues par heure de fonctionnement alors que chacun des deux fours est dimensionné pour en traiter 2,8 t/h. Par conséquent, 50 tonnes de boues (2 camions) des 260 tonnes (soit environ 20%) de boues produites par la station d'épuration chaque semaine continuent à devoir être évacuées en compostage.
- avoir programmé la remise en service du digesteur n°1, fin août 2025,

L'inspection a constaté:

- que l'exploitant ne procède pas à l'évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales avec la mise en place d'une fiche de suivi des événements, durées, quantité de polluants émise lors des épisodes OTNOC,
- que malgré des difficultés rencontrées sur les échangeurs (fumée/air), (air/eau), l'exploitant parvient à respecter les VLE des rejets atmosphériques, en réduisant les tonnages de boues admis et en procédant à de courts arrêts du four en fonctionnement,
- que la maintenance du 27 juin 2025, d'une durée de 6h, réalisée sur les analyseurs multi-gaz et mercure de la file d'incinération n°1 n'a pas généré d'incrémentation du compteur-60-heures d'indisponibilité des dispositifs de mesure.

Après la visite, l'exploitant

- a transmis par courriel du 17 juillet 2025, le rapport de suivi hebdomadaire modifié prenant en compte le dysfonctionnement du compteur d'indisponibilité des dispositifs de mesure,
- a indiqué avoir initié des essais pour comprendre la problématique ayant généré la non-incrémentation du compteur d'indisponibilité. Le problème à ce jour n'est pas résolu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance en continu du mercure dans les effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 2.2.2.a
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des effluents gazeux
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>Mercure - Fréquence de surveillance : En continu (5) (6).</p> <p>Notas :</p> <p>(5) Le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder cinquante heures cumulées sur une année.</p> <p>(6) Dans le cas d'un monoflux de déchets dont la composition est régulièrement contrôlée, comme pour certains combustibles solides de récupération, et s'il est démontré durant 2 années consécutives à l'aide de cette analyse des déchets entrants qu'ils ont une teneur faible et stable en mercure, la surveillance continue des émissions peut-être remplacée par un échantillonnage à long-terme [pas de norme EN applicable], ou par des mesures périodiques, à une fréquence minimale d'une fois tous les six mois. Dans ce dernier cas, la norme applicable est la norme EN 13211.</p>
Constats : <p>Un dispositif de mesure en continu du paramètre mercure est en place sur chacune des deux files d'incinération depuis fin février 2024.</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection du 13 mars 2024, l'analyseur en continu du paramètre mercure de la file d'incinération n°2 n'avait pas été calibré.</p> <p>A date de cette présente visite, les deux analyseurs mercure ont fait l'objet d'une calibration QAL 2 (File 1 : 23-25 juillet 2024 - File 2 : 23-24 avril 2024).</p> <p>Les deux analyseurs multigaz (O₂, H₂O, CO, NO_x, COVT, Poussières, SO₂, HCl, HF) ont également fait l'objet d'une calibration QAL 2 : File 1 : 23-25 juillet 2024 - File 2 : 31 Janvier - 1er Février 2024.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle calibration QAL2 de l'analyseur multigaz et de l'analyseur de mercure était à nouveau en cours, le jour même de la visite, pour la file 1 du fait que lors de la dernière calibration, deux paramètres étaient en échec.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de gestion des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation autres que normales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ;- mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ;- examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p>
Constats : <p>L'exploitant a fourni, par courriel du 18 juin 2024, le plan de gestion des conditions autres que normales (OTNOC) qui a été établi le 14 juin 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 3.5.2
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions d'exploitation autres que normales
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 13/03/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective

Prescription contrôlée :

L'évaluation périodique consiste en :

- la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ;
- la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ;
- l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.

Constats :

L'exploitant FMI a indiqué qu'aucun document de bord n'avait été mis en place pour le suivi des dysfonctionnements des deux lignes d'incinération. L'argument mis en avant pour justifier ce fait est que du fait de la technologie des fours et du fait du surdimensionnement de l'étape d'incinération, la file d'incinération en cours de fonctionnement était mise à l'arrêt en cas d'incidents ou de dysfonctionnements et ainsi ne fonctionnait jamais en conditions d'exploitation autre que normales (OTNOC). En cas de dysfonctionnement long sur une file, l'exploitant FMI procède à un basculement sur l'autre file d'incinération.

L'inspection indique que d'une part, ce document est exigé par la réglementation et d'autre part le contexte actuel (voir contexte pages 4 et 5) démontre bien que les fours sont susceptibles de fonctionner dans des conditions OTNOC.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**Demande n°1**

Il est attendu que l'exploitant procède à **l'évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales** avec mise en place d'une fiche de suivi des événements, durées, quantité de polluants émise lors des épisodes OTNOC.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe 7.7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émissions

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 13/03/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Depuis l'arrêt de la file d'incinération n°2 et le basculement sur la file d'incinération n°1, le 23 avril 2025, un rapport hebdomadaire, indiquant les valeurs des deux compteurs réglementaires, le compteur-60-heures de l'indisponibilité des dispositifs de traitement (<i>compteur-VLE-60h</i>) et le compteur-60-heures de l'indisponibilité des dispositifs de mesures (indisponibilité des analyseurs en continu) est établi par l'exploitant et transmis au service de l'inspection.</p> <p>Il en ressort que depuis le 23 avril 2025, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques de la file d'incinération n°1.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Indisponibilité des dispositifs de mesure en continu - Compteur 60 heures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, article 3.4 b</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Compteur 60 heures</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption. De même que pour les indisponibilités des dispositifs de traitement, toutes les indisponibilités (types, durées ...) sont enregistrées sur un document tenu à disposition de l'inspection des ICPE à tout moment.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une maintenance d'une durée de 6 heures a été réalisée sur les analyseurs multi-gaz et mercure de la file d'incinération n°1, le 27 juin 2025. Pendant cette maintenance, le four n°1 a continué à être alimenté en boue.</p> <p>Dans cette configuration, la maintenance aurait dû générer l'incrémentation du compteur d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu.</p> <p>Suite à ce dysfonctionnement, par courriel du 17 juillet 2025, l'exploitant</p> <ul style="list-style-type: none"> • a transmis le rapport de suivi hebdomadaire modifié prenant en compte le dysfonctionnement du compteur d'indisponibilité des dispositifs de mesure, • a fourni un document "<i>Rapport DREAL Journalier du 27 juin 2025</i>" justifiant la durée d'indisponibilité de 6 heures • a indiqué avoir initié des essais pour comprendre la problématique ayant généré la non-incrémentation du compteur d'indisponibilité. Le problème à ce jour n'est pas pleinement résolu.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Demande n°2 Il est attendu que l'exploitant poursuive les essais pour comprendre la problématique ayant généré la non-incrémentation du compteur d'indisponibilité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Redémarrage du méthaniseur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/06/2022, article 2.11
Thème(s) : Situation administrative, Précautions lors du démarrage
Prescription contrôlée : Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation. Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.
Constats : L'exploitant SUEZ a été en mesure de fournir un mode opératoire et un protocole précis relatifs à la remise en service du digesteur n°1 de boues de la station d'épuration qui est à l'arrêt depuis près de 4 ans pour maintenance décennale. Après un inertage biologique du digesteur n°1 réalisé à partir des boues biologiques aérobies issues du bassin d'aération de la station d'épuration, des boues anaérobies de digestat provenant du digesteur n°2 seront utilisées pour la mise en charge et le redémarrage du digesteur n°1. Le redémarrage est prévu fin août 2025. Il implique l'arrêt des fours pour une durée de deux semaines.
Type de suites proposées : Sans suite